

## // le dossier juridique

# Montants du revenu de solidarité active au 1<sup>er</sup> avril 2019

**Hausse de 1,5 % en application du dispositif de revalorisation annuelle**

Le revenu de solidarité active (RSA), destiné aux personnes sans revenu d'activité, a été revalorisé de 1,5 % au 1<sup>er</sup> avril 2019, en application du dispositif légal. Il atteint ainsi 559,74 € par mois pour une personne seule. Cette revalorisation modifie la fraction insaisissable du salaire. Fin septembre 2018, le nombre de foyers bénéficiant du RSA en France (métropole et DOM) était stable à 1,82 million, pour un montant moyen de 498 € par mois (RSA conjoncture n° 24, décembre 2018).

**L**e RSA « a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des **moyens convenables d'existence**, de lutter contre la pauvreté et de favoriser l'insertion sociale et professionnelle » (CASF, art. L. 262-1). Il s'agit d'une allocation qui **porte les ressources** du foyer au niveau du montant forfaitaire du RSA. Il est conçu comme un **minimum** social et est inscrit à ce titre dans le Code de l'action sociale et des familles. Le droit au RSA n'est, en principe, ouvert qu'à partir de **25 ans** (sauf grossesse ou enfant à charge). Toutefois, **entre 18 et 25 ans**, un jeune peut percevoir le RSA sous réserve d'avoir travaillé au moins deux ans à temps plein au cours des trois dernières années (CASF, art. L. 262-4 et L. 262-7-1). Le montant du RSA pour un allocataire a été **revalorisé de 1,5 % au 1<sup>er</sup> avril 2019**. Ce coefficient de revalorisation correspond à l'évolution de la moyenne annuelle des prix à la consommation, hors tabac, calculée sur les 12 derniers indices mensuels de ces prix publiés par l'Insee l'avant-dernier mois qui précède la date de revalorisation.

**À NOTER** La LFSS pour 2019 a prévu la désindexation d'un certain nombre de prestations, à l'exception des minima sociaux (v. le dossier juridique -Sécu., financ.- n° 46/2019 du 8 mars 2019).

## 1 Éléments composant l'allocation

### UN MONTANT FORFAITAIRE DE BASE

Le montant forfaitaire du revenu de solidarité active est fixé, à compter du 1<sup>er</sup> avril

2019, à **559,74 € par mois** pour une personne seule, et à **839,62 €** pour un couple (montants diffusés par le gouvernement, à confirmer par décret à paraître). Ces montants sont majorés pour les allocataires ayant des **personnes à charge** et pour les **parents isolés** (v. ci-après; CASF, art. R. 262-1).

Le montant du revenu de solidarité active versé à **Mayotte** est égal à 50 % du montant forfaitaire versé en métropole, soit **279,87 € par mois** pour une personne seule.

**À NOTER** Le revenu de solidarité active n'est pas versé si son montant est inférieur à 6 € par mois (CASF, art. R. 262-39).

### UNE MAJORATION POUR PERSONNE À CHARGE

Le montant de base du RSA pour une personne seule (559,74 € au 1<sup>er</sup> avril 2019) est majoré (CASF, art. R. 262-1):

- de **50 % (279,87 € par mois)** pour la **première personne** supplémentaire présente au foyer et à la **charge** du bénéficiaire;
- de **30 % (167,92 € par mois)** pour la **deuxième** personne à charge supplémentaire;
- de **40 % (223,90 € par mois)** par personne supplémentaire à **partir** de la **troisième**, décomptée sans le conjoint, le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité, c'est-à-dire, en principe, à partir du troisième enfant à charge. Sont **considérés comme à charge** (CASF, art. R. 262-3):
  - les enfants ouvrant droit aux prestations familiales;
  - les autres personnes de moins de 25 ans qui sont à la charge effective et permanente du bénéficiaire (celles arrivées au foyer après 17 ans doivent avoir avec le bénéfi-

## MONTANTS FORFAITAIRES POUR LE CALCUL DU RSA, À COMPTER DU 1<sup>er</sup> AVRIL 2019

ENFANT OU PERSONNE À CHARGE	PERSONNE SEULE	COUPLE	PARENT ISOLÉ
0	559,74 €	839,61 €	718,77 €
1	839,61 €	1 007,53 €	958,36 €
2	1 007,53 €	1 175,45 €	1 197,96 €
Par personne en plus	223,90 €	223,90 €	239,59 €

ciaire, son conjoint ou son partenaire lié par un Pacs, un lien de parenté jusqu'au quatrième degré inclus). De plus, les **personnes à charge** ne doivent **pas percevoir** de **ressources** supérieures ou égales à la majoration du revenu garanti à laquelle elles ouvrent droit (majoration de 50 %, 30 % ou 40 %), **ni** l'allocation de **RSA** attribuée sous conditions aux **jeunes** entre 18 et 25 ans.

### UNE MAJORATION POUR ISOLEMENT

Pour le parent qui assume seul la charge d'un ou plusieurs enfants ou la femme isolée en état de **grossesse** « déclarée », le barème du RSA est majoré (*CASF, art. L. 262-9 et R. 262-1 et s.*).

Le montant du RSA pour un parent isolé est ainsi :  
– de 128,412 % du montant forfaitaire du RSA pour une personne seule, soit **718,78 €** par mois ;  
– majoré, pour chaque enfant à charge, de 42,804 % du montant forfaitaire pour une personne seule, soit **239,59 €**.

Le RSA « majoré » est versé, en principe, pendant une période de 12 mois au plus (durée prolongée jusqu'à ce que le plus jeune enfant ait atteint l'âge de trois ans).

## 2 Ressources prises en compte

En principe, la **totalité des ressources** du foyer, quelle que soit leur nature, est prise en compte pour la détermination du montant du RSA, y compris les **avantages en nature** et les **revenus** procurés par des **biens** mobiliers et immobiliers et par des **capitaux** (*CASF, art. L. 262-3, R. 132-1 et R. 262-6*).

Les ressources prises en compte sont égales à la moyenne mensuelle des revenus perçus au cours des **trois derniers mois** précédant la demande ou le réexamen du droit, qui a lieu trimestriellement sauf changement de situation avant terme (*CASF, art. R. 262-7 et R. 262-4-1*). Certaines ressources sont cependant exclues en totalité ou en partie.

### REVENUS PROFESSIONNELS

Les ressources ayant le caractère de revenus professionnels ou assimilées prises en compte pour le calcul du revenu de solidarité active sont listées par l'article R. 262-12 du Code de l'action sociale et des familles. Il s'agit :

- des revenus tirés d'une **activité salariée ou non salariée** ;
- des revenus tirés de stages de formation professionnelle ou de **stages** en entreprise ;
- des indemnités légales ou conventionnelles des salariés en **activité partielle** ;
- des indemnités perçues en cas de **congé de maternité**, de paternité ou d'adoption ;

– des **indemnités journalières** (de base et complémentaires) perçues en cas de **maladie**, d'accidents du travail ou de maladies professionnelles pour une durée maximale de trois mois à compter de l'arrêt de travail.

### PRESTATIONS SOCIALES

Les **prestations sociales à objet spécialisé** sont totalement **exclues** des ressources prises en compte (*CASF, art. R. 262-11*). C'est notamment le cas :

- de la **prime à la naissance** ou à l'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) ;
- de l'**allocation de base** de la Paje ;
- de la majoration pour âge des allocations familiales ;
- de l'allocation de **rentrée scolaire** ;
- des **prestations en nature maladie**, maternité ou d'accidents du travail et de maladies professionnelles ou au titre de l'aide médicale d'État ;
- de l'indemnité en capital versée à une victime d'accident du travail.

**À NOTER** L'allocation de soutien familial et le complément familial majoré ne sont qu'en partie exclus de la base ressources (*CASF, art. R. 262-10-1 et R. 522-9*).

### AVANTAGE LOGEMENT

Dans l'appréciation des ressources pour l'attribution du RSA, il est tenu compte des avantages procurés par un logement occupé par l'allocataire, soit en tant que **propriétaire** non bénéficiaire de l'aide personnelle au logement, soit à titre **gratuit**.

Cet avantage est évalué mensuellement (*CASF, art. R. 262-9*) :

- pour une personne isolée : 12 % du RSA de base, soit **67,17 €** ;
- pour deux personnes : 16 % du RSA fixé pour deux personnes, soit **134,34 €** ;
- pour trois personnes et plus, 16,5 % du RSA fixé pour trois personnes, soit **166,24 €**.

Les **aides personnelles au logement** sont incluses dans les ressources à hauteur d'un forfait calculé selon les mêmes modalités (*CASF, art. R. 262-10*).

### CAS PARTICULIERS

Les travailleurs non salariés peuvent demander le calcul du RSA à partir de leurs revenus trimestriels (et non annuels). Pour les travailleurs saisonniers, les règles ne changent pas.

### ■ Ressources des non-salariés non agricoles

En application du décret n° 2017-811 du 5 mai 2017, les non-salariés non agricoles peuvent demander que soient prises en compte les **recettes du trimestre** précédant l'examen ou la révision du droit, par dérogation au prin-

cipe de calcul d'après le dernier revenu annuel net imposable disponible, déduction faite d'un **abattement** au taux de 71 %, 50 % selon l'activité en cause (sans pouvoir être inférieur à 305 €). Toutefois, le chiffre d'affaires de la dernière année connue ne doit pas dépasser 170 000 € HT pour une activité commerciale et 70 000 € HT pour les prestations de services et les activités libérales (CGI, art. 50-0 et 102 ter). Par ailleurs, l'accord du président du conseil départemental est nécessaire (s'agissant des travailleurs indépendants ne relevant pas du régime micro-social) (CASF, art. R. 262-19).

#### ▣ Ressources des non-salariés agricoles

En application du décret du 5 mai 2017, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2017, le calcul du RSA peut prendre en compte l'ensemble des **recettes du trimestre** précédant l'examen ou la révision du droit en appliquant un taux d'**abattement** forfaitaire (87 % sans pouvoir être inférieur à 305 €), à condition que les recettes des 12 derniers mois n'excèdent pas 82 800 € HT et sous réserve de l'accord du conseil départemental (CASF, art. R. 262-18).

#### ▣ Ressources des travailleurs saisonniers

Pour bénéficier du RSA, les salariés titulaires d'un contrat saisonnier ne doivent **pas avoir perçu**, au titre de la dernière année civile, des **revenus excédant 12 fois le montant** forfaitaire mensuel du **RSA** en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année concernée, calculés en fonction de la composition du foyer (CASF, art. R. 262-25), soit, pour un foyer d'une personne,  $12 \times 550,93 \text{ €} = 6611,16 \text{ €}$  pour les revenus de 2018.

### GESTION DES INDUS

Les indus **supérieurs à 77 €** sont **recupérés par retenue** sur le montant des prestations à échoir (RSA, prestations familiales, etc.) **ou par remboursement**, si l'intéressé le demande ou s'il ne perçoit plus le RSA.

Lorsque les sommes ont été versées à tort, les retenues sont effectuées sur les montants à échoir (CASF, art. R. 262-92 et s.).

## 3 Calcul du montant de l'allocation versée

Le montant de l'allocation est égal à la différence entre le montant maximal forfaitaire de RSA déterminé selon la composition du foyer et la moyenne mensuelle des ressources prises en compte :

**RSA = (montant forfaitaire) – (autres ressources du foyer + forfait logement)**

Prenons l'exemple d'un couple avec un enfant à charge, dont toutes les activités professionnelles du foyer rapportent 500 € par mois et bénéficiant d'une aide au logement. Ce couple perçoit 341,29 € de RSA ainsi calculé :  $1007,53 \text{ €}$  (montant forfaitaire pour un couple avec 1 enfant) –  $500 \text{ €}$  (revenus d'activité) –  $166,24 \text{ €}$  (forfait logement pour trois personnes ou plus) =  $341,29 \text{ €}$

### LE RSA, FRACTION INSAISSISSABLE DU SALAIRE

Selon l'article L. 3252-3 du Code du travail, une part du salaire est, en tout état de cause, insaisissable. Elle est égale au montant forfaitaire du revenu de solidarité active applicable pour une personne seule, soit **559,74 €** par mois depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019.

## 4 Cas de réduction ou de suspension de l'allocation

### EN CAS D'HOSPITALISATION ET DE DÉTENTION

L'allocataire qui n'a ni conjoint, ni concubin, ni partenaire de Pacs, ni personne à charge et qui est hospitalisé touche une **allocation réduite de 50 %** à compter de la deuxième révision trimestrielle suivant le début de son hospitalisation (CASF, art. R. 262-43 et R. 262-44).

L'allocation versée à une **personne isolée détenue** pour une durée supérieure de 60 jours est suspendue à compter de la deuxième révision trimestrielle suivant le début de l'incarcération. Si le bénéficiaire est chargé de famille, les droits sont réexaminés au terme du même délai afin que le foyer puisse éventuellement continuer à percevoir l'allocation, la personne détenue n'étant plus comptée comme membre du foyer (CASF, art. R. 262-45).

### À TITRE DE SANCTION

Le président du conseil général peut décider de suspendre le versement du revenu de solidarité active ou d'en réduire le montant en cas de (CASF, art. L. 262-37 et R. 262-68) :

- **refus** par le bénéficiaire de signer ou de renouveler le **PPAE** (projet personnalisé d'accès à l'emploi) avec Pôle emploi ou le contrat d'engagements réciproques avec le président du conseil général ;
- **non-respect du PPAE** ou du contrat d'engagements réciproques ;
- **radiation** de la liste des demandeurs d'emploi ;
- **refus** de se soumettre aux **contrôles** prévus par la loi.

S'il s'agit de la **première décision de suspension**, le président du conseil général peut décider de **réduire** l'allocation d'un montant qui ne peut dépasser **80 %** du montant du revenu de solidarité active dû au foyer, au titre du dernier mois du trimestre de référence et pour une durée qui peut aller de **un à trois mois**. Lorsque l'allocataire a déjà fait l'objet d'une telle décision, l'allocation peut être réduite d'un montant fixé par le président du conseil général, pendant une durée de quatre mois maximum. Toutefois, si le foyer compte au moins deux personnes, la réduction ne peut dépasser 50 % du montant du RSA dû au foyer.

SOURCE// • D. à paraître